

## DEBATE

**Robert Dossou, President of the African Association of International Law, former Minister of Foreign Affairs of Benin, former President of the Constitutional Court of Benin**

Je vais passer la parole à la salle tout de suite. Madame Estelle et Madame Christine, vous avez la parole.

**Estelle Youssouffa, journaliste indépendante, consultante en affaires internationales**

Bonjour, Estelle Youssouffa. Je suis journaliste de formation. Je viens de Mayotte, dans l'océan Indien, département français africain.

Je rebondis sur les propos de Monsieur Cheikh Tidiane Gadio. En effet, la discussion sur l'Asie concerne le continent, ne serait-ce que parce que la moitié du continent a l'océan Indien qui, sauf erreur géographique, est déjà l'Asie. Cette discussion qui se tient ici, aux Émirats, devrait tous nous rappeler à quel point toute l'Afrique de l'Est a été conquise par les Arabes du Golfe qui ont apporté l'islam, mais aussi le commerce des épices et l'esclavage.

Je fais ce rappel historique parce que je suis un peu surprise par le peu de place qu'a le continent dans les discussions à la World Policy Conference et surtout par le fait qu'effectivement, l'Afrique est absolument actrice. Elle doit être considérée comme une actrice sur la scène mondiale, alors que pour le moment, elle n'est que sujet dans les discussions. Je le regrette.

Le deuxième point qui m'a interpellée dans la discussion, c'est la question de la sécurité. Comme cela a été souligné, Daech est jusqu'à Cabo Delgado, c'est-à-dire à 400 kilomètres d'un territoire français. À Mayotte, nous sommes consternés de constater que la France ne prend pas la mesure du risque que pose Daech. Le président Kagame envoie ses troupes et c'est tant mieux. Or je rappelle que l'Union africaine est largement financée par l'Union européenne et, en tant que contribuables européens, la faiblesse de sa réponse sur cette crise nous interroge. Quid de notre politique ?

Cette question se pose non seulement sur l'Afrique de l'Est, mais aussi sur toute l'Afrique de l'Ouest, dont la zone francophone. Nous constatons avec effarement l'effondrement extrêmement rapide qui interroge la politique française dans la région.

Je vais plus loin parce que la question de la Chine et de la radicalisation extrêmement rapide et brutale de l'échange entre Washington et Beijing interroge l'Afrique. Comme l'a dit très directement le président Kagame, ce n'est pas qu'une question de dette. Il s'agit aussi de savoir comment nous tirons bénéfice de cette crise stratégique où tout l'espace mondial se

refonde. Comment l'Afrique se positionne-t-elle ? Sur ce point, je ne sais pas si la réflexion est effectivement engagée. J'aurais souhaité que ce soit l'objet de discussions.

Pour revenir sur les propos de Monsieur Zinsou, j'offre une petite piste sur la question fiscale : pourquoi n'avons-nous aucune discussion en Afrique sur la *blockchain* ni sur le *digital banking* ? Pourquoi n'avons-nous aucune discussion sur le fait que les économies africaines qui enrichissent Orange Money ne bénéficient pas d'une levée d'impôt pour les États africains dans lesquels elles opèrent ? Les discussions qui se tiennent avec les GAFAM en Europe doivent aussi se tenir en Afrique, mais il n'y a pas de réflexion sur ce point. De même, la question de la cybersécurité en Afrique est une crise qui n'est absolument pas soulevée dans les discussions.

Ces sujets me paraissent urgents. Nous ne voulons pas parler de trahison du futur, mais l'absence de réflexion sur ces points actuellement ouvre tout de même des perspectives assez inquiétantes.

### **Robert Dossou**

Merci. Madame Christine Desouches.

**Christine Desouches, maître de conférences honoraire de l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne), expert-consultant auprès d'organisations internationales, membre du conseil stratégique de l'Ifri**

Merci, Monsieur le Président. Je me suis réjouie du discours narratif mobilisateur que nous avons eu la chance de pouvoir amorcer ici, comme le souhaitait Madame la Première ministre Aminata Touré.

J'émettrai deux réflexions, sur le fond et sur la méthode.

Premièrement, concernant l'impulsion donnée par l'Afrique dans certains domaines durant ces deux dernières années, figure assurément la problématique de la circulation et du retour des biens culturels. Prenant à témoin nombre des personnalités ici présentes qui connaissent bien la question, je pense, en effet, que les initiatives prises dans ce sens ont non seulement suscité une réflexion et des débats majeurs qui se poursuivent au niveau mondial, mais ont aussi induit une mobilisation d'envergure qui s'est d'ores et déjà traduite par un certain nombre d'actes tout à la fois concrets et symboliques. Ainsi en est-il, notamment, du processus historique de restitution des pièces faisant partie du trésor du roi Béhanzin, conduit de concert entre le Bénin et la France et soutenu par une coopération patrimoniale innovante. Ce faisant, l'Afrique a donné un signal tout à fait remarquable sur le rôle de la culture et de la mémoire en tant que facteurs essentiels aussi bien d'identités ouvertes et de développement que de relations internationales pacifiées. Selon moi, c'est une des thématiques complexes, mais privilégiées, à aborder pour l'avenir dans le cadre de la WPC.

Deuxièmement, sur la méthode générale concernant la consolidation de la place de l'Afrique à la WPC, il convient de se rappeler d'où on vient, pour savoir où on va. Comme nous l'avons dit il y a deux ans, nous nous félicitons qu'il y ait un atelier sur l'Afrique, ce qui n'a pas été le cas pendant plusieurs années. Mais lors de la session de Marrakech, nous étions plusieurs à avoir également recommandé que les compétences et analyses d'experts africains puissent

participer plus systématiquement au débat et au dialogue entre les continents sur les thématiques générales abordées en séance plénière. C'est ce souhait que nous réitérons dans le cadre du présent atelier.

Enfin, dans le même esprit, outre la poursuite du travail au sein de cet atelier consacré à l'Afrique, ainsi qu'une participation accrue de cette dernière aux travaux en plénière, je pense que notre atelier pourrait recommander une synergie plus grande et plus prometteuse propre à assurer un suivi efficace, entre les sessions, des thématiques traitées.

Ce, en liaison, par exemple, avec Alain Antil qui vient de prendre la parole et dirige le Centre Afrique à l'Institut français des relations internationales.

Ou encore, au-delà d'un discours mobilisateur et d'une place sans doute plus grande à réserver en tout état de cause à L'Afrique dans nos débats, en songeant à disposer d'instruments originaux permettant de faire le point circonstancié et consolidé sur les zones d'ombre et sur les avancées prioritaires qui viennent d'être évoquées par notre président et par les différents orateurs, tout comme de mieux porter ces analyses à la connaissance d'un large public.

Le recours, à cet égard, à l'expérience multiforme et avérée existant autour de la table en matière d'élaboration de rapports ne serait-il pas susceptible de faciliter l'amorce d'échanges autour d'un tel exercice?

Merci beaucoup, Monsieur le Président, et merci à toutes et à tous pour vos interventions tout à fait passionnantes.

**Robert Dossou**

Merci. Je souhaiterais que personne ne sorte frustré de cette salle. Ceux qui n'ont pas parlé sont sommés de parler, même brièvement. Sur ma gauche, qui souhaite intervenir ?

**Cheikh Tidiane Gadio, vice-président de l'Assemblée nationale du Sénégal, président de l'Institut Panafricain de Stratégies, Paix-Sécurité-Gouvernance**

Cher ami, j'ai un droit de réponse.

**Robert Dossou**

Tu l'as, effectivement. Quand les débats seront terminés dans la salle, je vais d'autorité donner la parole aux intervenants, en fonction du temps. Qui souhaite intervenir ?

**Michel Kazatchkine, ancien directeur exécutif du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, Senior Fellow au Global Health Centre de l'Institut de hautes études internationales et du développement, Genève**

Michel Kazatchkine. Je vous remercie aussi de votre présidence ainsi que tous les intervenants. C'était très intéressant.

Je voudrais m'arrêter sur un seul point à propos du Covid-19. Il ressort de ces deux jours et du climat environnant que nous sommes dans un *momentum* pour des changements et de

grandes réformes. Des réformes profondes et des changements en termes de financements internationaux vont être discutés dans les prochaines semaines dans trois lieux de débat : le G20, l'Assemblée mondiale de la santé extraordinaire sur le Covid en novembre, à Genève, et les Nations Unies. Au vu des propositions portant sur les changements de gouvernance en matière de santé sur le plan international, c'est finalement à l'Assemblée générale des Nations Unies que l'Afrique pourrait être mieux placée pour porter sa voix et dans une dimension inclusive du débat.

Pour l'instant, peu de pays africains se sont alliés à la coalition actuellement menée par le Canada, la Corée du Sud et d'autres pour réclamer une assemblée générale extraordinaire des Nations Unies sur le Covid, comme il y en a eu sur le SIDA ou sur Ebola et comme il n'y a pas pu en avoir jusqu'à présent du fait de blocages, en particulier liés au conflit sino-américain.

Il me semble absolument essentiel, si nous voulons constituer un nouveau Global Health Threats Council ou une autre instance de gouvernance sur la santé mondiale, que la voix de l'Afrique s'exprime. La meilleure façon de le faire, ce sera à travers l'Assemblée générale et pas seulement à travers le G20 où l'Afrique n'est représentée que par un pays.

### **Robert Dossou**

Je vous remercie, Monsieur. Je vais le noter dans la conclusion.

Madame Nathalie Delapalme.

### **Nathalie Delapalme, directrice exécutive de la Fondation Mo Ibrahim**

Sur la question du PIB par personne en Afrique, je pense qu'une réponse est assez claire. Quels que soient les progrès de la croissance économique et bien qu'ils soient considérables, ils continueront à courir après la croissance démographique. C'est un calcul très mathématique.

Deuxièmement, je ne voulais pas du tout donner une vision pessimiste. J'espère que je n'ai pas été mal comprise. J'ai parlé en anglais pour notre hôte, mais j'aurais peut-être dû faire la présentation en français. Je pense que c'est le moment où jamais d'inventer, de créer et de définir de nouveaux modèles de développement avec une souveraineté africaine beaucoup plus grande qui lui donne sa pleine place dans les équilibres globaux.

### **Robert Dossou**

Monsieur Cheikh Tidiane Gadio, Monsieur le Ministre.

### **Cheikh Tidiane Gadio**

Je pense que le Premier ministre Zinsou, pour qui j'ai beaucoup d'amitié et de respect, a été profondément injuste avec moi et mon intervention. Il m'a fait dire des choses que je n'ai pas dites.

La résolution de nos différences (lui et moi) prendra beaucoup plus de temps que les 5 minutes que nous avons ici car nous avons des différences fondamentales. Nous avons

même des divergences dans la façon d’agir dans le continent. J’ai fait dix ans à l’Union africaine comme ministre des Affaires étrangères. L’Union africaine ne fonctionne pas Monsieur le Premier ministre, même si un groupe d’experts (dont vous êtes membre) a fait un bon travail et même si des émissaires de l’Union ont fait un bon travail auprès des partenaires.

J’ai participé aussi au groupe du président Kagame, avec le ministre Kaberuka, à la réflexion sur les financements innovants de l’Union africaine, procédure entamée d’abord avec le président Obasanjo. J’ai par conséquent quelques idées sur la façon dont fonctionne l’Union africaine. L’Union africaine est en deçà des espérances des Africains. C’est une union à changer complètement, elle n’a pas de direction claire et ne sait pas où elle va. Quand l’Union africaine demande quasiment la permission de se rendre en Libye, de parler de la Libye qui est en terre africaine, il y a un problème avec l’Union africaine.

Je suis franchement désolé de voir comment les choses sont présentées, en termes de chiffres. Nous pouvons avoir un festival de chiffres, pour la croissance, etc. Quelle importance cela a-t-il de parler de 5 % de croissance pour le Mali ou de 3 % pour le Burkina Faso quand des régions entières du Burkina vivent sous la terreur, quand plus de 1 000 écoles sont fermées au Mali et autant au Burkina, quand 1,5 million de citoyens sont déplacés de leur espace naturel au Burkina et quand la terreur règne partout dans le Sahel et le Bassin du Lac Tchad? Cela n’a aucune sorte d’importance d’insister sur le taux de croissance de ces pays. C’est pour dire que la situation est extrêmement grave et notre perception de cette situation, vous et moi, est totalement différente.

Quand j’étais encore étudiant d’âge assez mûr au demeurant - puisque que je faisais mon doctorat aux États-Unis il y’a une trentaine d’années –, je faisais des conférences régulièrement et un peu partout dans le monde. Je disais régulièrement que je renvoyais dos à dos les afro-pessimistes et les afro-optimistes parce qu’ils sont dans la même problématique. Chacun juge comment les chiffres lui permettent d’être optimiste ou pessimiste. J’avais dit que les panafricanistes, ceux qui croient en l’Afrique et qui luttent pour elle, étaient des afro-inconditionnels. Que cela aille bien ou mal, ils sont inconditionnellement attachés au futur du continent. C’est un autre combat. Je disais que notre continent allait rebondir incessamment et cela parce que nous étions encore pleins d’espoir. Nous étions au début des années 1990.

Malheureusement, avec les chiffres que j’ai présentés ici, pourquoi en soixante ans de modèle du modèle de développement choisi (ou imposé à l’Afrique !) avons-nous zéro pays émergent en Afrique ? Quelque chose, structurellement, ne fonctionne pas. C’est ce que le Cheikh Anta Diop et tous les grands panafricanistes du continent ont vu dans les années 1960 : le chemin que nous avons emprunté – ce que j’appelle les chevauchées solitaires des États africains, des « états nains et balkanisés » – allait mener à un échec collectif.

Tous les pays du monde qui ont eu les bons modèles s’en sont sortis relativement. En Afrique, certains pays, le Maroc et d’autres se sont relativement bien débrouillés. En revanche, pour l’essentiel, en Guinée-Bissau, en Gambie, dans certaines contrées du Sénégal, regardez ce qui se passe un peu partout dans le continent. Je suis désolé, nous pouvons faire cent fois mieux que ce que nous sommes en train de réussir.

Maintenant, j'avertis sur le terrorisme. Je vois que beaucoup d'intellectuels ne partagent pas cette démarche. Les gens préfèrent parler de ce qui va et continuer à encourager les Africains à croire fondamentalement que nous sommes dans la bonne direction. Je ne crois pas que nous soyons dans la bonne direction.

Monsieur le Premier ministre, je vous donne une information à propos de ceux qui travaillent au projet du « Califat islamique » baptisé « Califat islamique Horizon 2025 ». Ils sont basés en Libye. Ils ont organisé récemment une opération qui a coûté très cher à l'Afrique et au Sahel. Ces gens-là, c'était l'État islamique, qui passe un accord avec al-Qaïda, avec le général Haftar, avec Wagner et avec des rebelles tchadiens. Ils ont organisé une opération pour éliminer le président Idriss Déby. Ce n'était pas autre chose. Dès qu'ils ont réussi cela, ils ont battu en retraite.

Nous suivons ces gens-là depuis une dizaine d'années. Nous avons régulièrement des informations. Je me suis assis avec le président Idriss Déby – que Dieu ait pitié de son âme. Je lui ai dit : « Est-ce que vous êtes au courant de tout ce qui se trame en Libye ? » Je lui ai donné les informations que j'avais. Il m'a répondu : « Non seulement je suis au courant, mais personne ne peut échapper à son destin. Je sais qu'ils ont décidé que j'étais le verrou qu'il faut d'abord éliminer pour régler leurs problèmes, prendre le Sahel et construire ce qu'ils appellent le Califat islamique à l'horizon 2025. »

Je suis informé par ailleurs des amis libyens analystes de valeur, qu'ils enlèvent des enfants au Niger, au Nigeria et au Tchad, ils les forment dans des madrasas, des écoles islamiques. Ces enfants sont formés dès l'âge de 12 ans jusqu'à 19 ans. Certains ont été enlevés en 2012 ou 2013. Aujourd'hui, ils ont 20 ans. Il paraît que ce sont des colosses, des gens bien formés au maniement des armes. Ces gens préparent une offensive générale contre le Sahel et donc contre l'Afrique.

Je ne peux pas être informé de cela, aller dans des réunions et ne pas dire que la plus grande menace contre l'Afrique, aujourd'hui, c'est le terrorisme. J'y crois fondamentalement et je crois que l'Afrique n'a pas de réponses ni de solutions innovantes et que nos dirigeants esquivent la question régulièrement. Le sommet de l'Union africaine, en février 2020, avait décidé d'un sommet extraordinaire sur le terrorisme. Le président Ramaphosa l'a fait annuler à cause de la pandémie, ce qui est normal, mais depuis nous n'avons toujours pas tenu ce sommet, alors que c'est d'une grande urgence.

Nous voulons une armée africaine. Nous voulons des forces panafricaines qui prennent en charge la lutte pour la sécurité du continent et pour la sécurité des Africains. Comment des personnes qui ont peur d'aller cultiver et de se déplacer librement peuvent-ils développer leur pays et faire avancer le continent ? Auparavant, le terrorisme c'était une menace localisée. L'Algérie a dû mener une guerre de dix ans contre le terrorisme avec entre 150 000 et 200 000 morts. Le Maroc déjoue chaque jour un attentat terroriste. Vous partez de la Tunisie, de la Libye, de l'Égypte, vous aboutissez au Mozambique avec la province de Cabo Delgado contrôlé un moment par les djihadistes-terroristes. Nous avons tous salué l'acte panafricain du président Kagame qui a envoyé 1.000 soldats au secours du Mozambique, mais il demeure que l'Afrique a de sérieux problèmes. Nous ne pouvons pas les sous-estimer. Nous ne pouvons pas continuer à donner des chiffres de ce qui fonctionne et ignorer le plus important : les graves menaces à notre survie.

Dès le début de la pandémie, nos amis du Quai d'Orsay ont sorti une note interne, « L'effet pangolin », annonçant que les morts allaient joncher partout les rues en Afrique, qu'il y aurait des millions de morts, que les islamistes allaient prendre le pouvoir un peu partout et qu'il y aurait des révoltes populaires. Je les ai avertis que ce genre de message n'était pas bienvenu en Afrique. D'abord, il ne faut pas casser le moral des gens avec des projections aussi pessimistes qu'elles étaient gratuites. En effet, à l'époque, quand la France faisait 20 000 ou 30 000 contaminations par jour, nous n'avions même pas 10 ou 12 contaminations au Sénégal. Autrement dit, nos amis occidentaux qui avaient de sérieux problèmes avaient pitié de gens qui, à cet instant, se portaient relativement mieux et géraient mieux la pandémie. Ce genre de situation existe globalement, dans le continent.

Il faut dire la vérité à la jeunesse africaine. Monsieur le Premier ministre, je n'essaie pas de décourager la jeunesse africaine. Je constate que depuis soixante ans, et particulièrement durant les vingt dernières années, les politiques qui sont mises en œuvre par rapport à la jeunesse africaine n'ont pas donné les résultats escomptés.

Ces jeunes vous disent : « Ne nous parlez pas des dirigeants africains ! » Ils ne veulent même pas en entendre parler. Si vous voulez commencer une discussion sur les dirigeants africains et leurs programmes de développement, ils vous montrent le dos parce que pour eux nous sommes en train de leur enlever l'espoir, celui de bâtir une Afrique unie, qui atteint le niveau de la Chine ou de l'Inde. Le président Clinton dit que, si l'Afrique centrale, c'est à dire si le Gabon, les deux Congo, etc., se mettent ensemble, ils pèsent plus de 31 000 milliards de dollars, potentiellement, plus que les budgets des États-Unis, de la Chine, du Japon, et de la Corée combinés.

Quel est le problème ? Feu le Doyen Béchir Ben Yahmed de *Jeune Afrique* avait écrit deux éditos sur le même sujet – que Dieu ait pitié de son âme aussi – dans lesquels Il avait affirmé que le jour où les Africains s'unissent dans une union politique, le lendemain, ils seront le quatrième pays du monde. Il ne comprend pas que l'on veuille rester fragmenté dans « des États non viables » comme le disait Cheikh Anta Diop. Pas un seul État africain ne peut garantir sa souveraineté et défendre son territoire en ayant une armée pour cela. Et les terroristes l'ont prouvé avec de simples pick-ups.

Le continent, du point de vue de sa sécurité et de ses projets de développement, a de sérieux problèmes. L'intelligentsia africaine doit se pencher sur ces problèmes et apporter des réponses stratégiques. Quelqu'un a dit : « Nous avons des stratégies, maintenant ». Je suis désolé, mais je pense que l'Afrique n'a pas de stratégie. Elle cherche encore. Merci.

### **Robert Dossou**

Merci, Monsieur Gadio. Je vous ai laissé parler pour les raisons que vous savez.

Je passe la parole à Madame Aminata Touré.

### **Aminata Touré, Senegalese politician, former Prime Minister**

En réalité, je crois que mes deux chers frères disent la même chose sur des tons différents et avec des perspectives différentes. Je pense que nous avons tous les mêmes préoccupations de sécurité et de développement économique.

J'enregistre l'alerte du ministre Cheikh Gadio, dans un contexte où nous sentons tout de même un changement d'attitude des dirigeants pour une meilleure prise en compte des intérêts africains. Je crois qu'il s'agit de cela.

Ce qui m'intéresse dans ce genre de *sit-in*, c'est de changer la perspective sur l'Afrique. Cette perspective est très en retard. Elle se concentre sur nos intérêts, selon le point de vue des partenaires. Comme je le dis dans beaucoup de conférences, où l'Afrique est sujet plus qu'actrice, la perspective de chacun se fait selon ses intérêts. Il est important de changer cette perspective en termes de partenariat gagnant-gagnant. C'est le grand combat que l'Afrique doit engager avec ses différents partenaires, parce que l'évolution a changé. Vous avez, et vous aurez de plus en plus, des présidents nés bien après les indépendances. C'est mon cas. Les plus jeunes vont arriver et ils n'ont plus rien à faire de la colonisation. Ils sont dans un autre monde. Ils sont décomplexés. Je pense qu'il est important que cela commence.

Je constate aussi un changement de perspective des jeunesses européennes bien que, quand elles arrivent au pouvoir, elles sont peut-être prises dans un système où les comportements ne sont pas si changeants par rapport à ceux du passé.

Je pense que les intellectuels africains doivent faire ce travail pour justement changer cette perspective. Nous-mêmes avons à faire un travail de *public relations* que nous ne faisons pas. Cela coûte beaucoup d'argent, mais je vois de plus en plus certains pays faire des relations publiques, organiser de grands forums, faire de la publicité sur CNN et autres. À mon avis, il faut faire cet investissement. De tout cela, nous récoltons une perspective du risque qui n'a rien à voir avec la réalité et cela nous coûte des taux d'intérêt sur les marchés beaucoup plus élevés que ce qu'ils devraient être.

S'agissant de la question de la sécurité, elle est parfaitement claire. Nous devons pouvoir avancer vers des propositions très concrètes. Je considère qu'il faut des troupes d'interposition et de prévention africaines. Peut-être ne seraient-elles pas mobilisées sur des bases permanentes, mais plutôt en fonction des événements. Surtout, il faut faire beaucoup plus de prévention parce que nous n'en faisons pas suffisamment selon moi. Nous laissons les choses se détériorer jusqu'au moment où il est quasiment impossible d'agir.

Je crois que nous sommes tous préoccupés par la même question de savoir comment accompagner cette dynamique de progrès et de volonté des jeunes Africains de s'en sortir. Sur les télévisions, nous voyons des jeunes embarqués dans des pirogues de fortune qui meurent en mer, qui veulent coûte que coûte partir d'Afrique. On ne montre pas l'autre côté, tellement de créations d'emplois, d'innovations, etc. C'est à nous, Africains, de le faire. Personne ne le fera à notre place.

Je me félicite de ce débat. Monsieur le Président de séance, pour la prochaine édition, peut-être pourrions-nous être moins entre nous et pourrions-nous discuter de ces questions en plénière pour informer le reste des participants. C'est une des recommandations que je suggérerai. Je vous remercie.

**Robert Dossou**

Je vous remercie aussi. Monsieur le Premier ministre, Lionel Zinsou.



**Lionel Zinsou, Co-Chair of SouthBridge, Chairman of Terra Nova think tank, former Prime Minister of Benin**

Je vais mettre encore mes pas dans ceux de Madame Touré. Il ne s'agissait pas du tout de créer des controverses ou de blesser tel ou tel, mais d'essayer de dire que des progrès se font, même en période de pandémie, où nous en sommes et sur quel front il faut agir.

Les économies, Monsieur Antil, ne sont pas mal connues. Nous avons révisé le PIB du Nigeria de 84 %, celui du Ghana de 40 % et celui du Bénin de 20 %. Le dernier concerne le Togo, il y a quelques mois. Nous avons fait Djibouti avec 20 %, etc. Les nomenclatures des comptes nationaux, exactement comme en France, changent, mais pas au rythme auquel change l'économie. Par exemple, tout le domaine des télécoms et plus généralement des services était complètement sous-estimé. Ce n'est pas de l'opacité sur le secteur informel. Toute une série de moyens nous permet de recouper le secteur informel et c'est pour l'essentiel l'agriculture. Concernant l'agriculture, nous avons les moyens de simuler la production, même si nous n'avons pas de déclarations ni de TVA. Nous sommes parfaitement capables de savoir exactement quels sont les emblavements, si bien que nous parvenons à peu près à reconstituer le secteur informel qui ne se déclare pas.

En revanche, il faut actualiser certains éléments technologiques et de services plus vite parce que cela va plus vite en Afrique qu'ailleurs. Au lieu de faire une croissance de 1,2 % comme la France, nous avons fait quinze ans de croissance à 5 %.

Depuis 2015, il y a un effondrement du prix relatif des matières premières minérales, ce qui explique 70 % du tassement. En revanche, les pays qui ne sont pas dépendants des matières premières minérales, par exemple les pays de l'UMOA, par opposition au Nigeria à l'intérieur de la CEDEAO, sont allés beaucoup plus vite en 2015.

Le fait d'avoir une monnaie commune un jour est un petit problème parce que les pays francophones d'Afrique de l'Ouest sont en général à contre-cycle du Nigeria, tant que le Nigeria a une pétromonnaie. Comme les hydrocarbures baissent énormément et comme l'agriculture et les services montent énormément dans l'économie nigériane, nous allons nous ressembler de plus en plus et nous dominerons ce problème à cinq ou plutôt dix ans. Pour l'instant, c'est un sujet.

Les deux parties de l'Afrique qui vont le plus vite en croissance le font pour des raisons très connues. C'est la CEA autour du Kenya, de la Tanzanie, de l'Ouganda, du Burundi et du Rwanda, et ce sont les huit pays de l'UMOA. Ces deux pôles de croissance très forte sont des économies diversifiées qui ne sont pas dépendantes des matières premières minérales, lesquelles ont eu un problème de prix relatif inverse, après 2015, à ce qu'il avait été dans les dix années précédentes.

De même, sur l'urbanisation, nous savons parfaitement qu'il faudra accommoder en quelques décennies plusieurs centaines de millions d'urbains nouveaux. Nous savons que cela sera un ressort de croissance économique très important, mais certains pays ont une capacité de planification plus grande que d'autres. Cela va être le chaos dans un certain nombre de pays, sans aucun doute, tandis que cela sera bien administré dans d'autres pays. Cela sera l'un des défis de gouvernance.

Le fait d'avoir une gouvernance urbaine pose de nombreux problèmes. Regardez les problèmes politiques des maires de très grandes agglomérations dans nos pays. Dans les pays africains, vous faites en moyenne 90 % dans les villes et 75 % du PIB dans la capitale. J'exagère parce que l'agriculture fait quand même globalement 25 % du PIB, mais vous avez une très forte concentration dans les villes capitales. Cela pose donc de nombreux problèmes d'autonomie financière. Quand la mairie de Dakar fait un projet d'émission obligataire qu'elle pourra parfaitement servir avec une garantie de l'USAID, c'est très novateur. C'est exactement ce dont ont besoin nos villes, mais cela pose un problème politique au Sénégal – je ne vais pas l'expliquer parce qu'il y a de bien meilleurs spécialistes que moi. Si je regarde le destin des maires de Cotonou, ce n'est pas facile d'être le maire de Cotonou parce que c'est l'autre pouvoir économique, si nous le laissons advenir dans le pays. Pourtant, il va falloir trouver des moyens de gouvernance urbaine. Je mettrais cela dans le rapport, si j'étais le président de séance. Comme d'autres orateurs, vous avez soulevé le problème de l'urbanisation.

Monsieur Gadio, j'ai dit cela en toute amitié pour qu'il y ait un peu de débat, mais je suis d'accord avec vous. Si vous me demandez aujourd'hui, dans l'absolu, si je suis heureux de l'Union africaine, je vous dirai « non ». J'adhère à ce que vous avez dit : l'Union africaine ne fonctionne pas. Cependant, c'est comme si vous me disiez que l'ONU est un « machin ». Le président français, le général de Gaulle, a dit que l'ONU était un « machin » et, à certains égards, cela reste un « machin ».

J'essayais de vous dire qu'il y a des progrès. Ce qu'elle a fait en matière de financement ces derniers mois est un espace de progrès. Le fait d'avoir trouvé quatre envoyés spéciaux et d'avoir demandé à Stribe Massy ou autres de s'occuper de la logistique est un progrès. Je ne vous dis pas que, dans l'absolu, nous avons atteint le niveau de pertinence. Je vous dis que ce sont de vrais progrès. Je suis parfaitement conscient que nous avons créé un fonds de paix et de sécurité et je suis parfaitement conscient que nous ne l'avons pas rempli.

C'est mieux d'avoir créé un fonds et de commencer à dire, comme le président Kagame l'incarne et le fait, que les Africains doivent commencer à intervenir. Ce n'est pas une mauvaise chose que les Kenyans et les Éthiopiens aient fait en Somalie le travail que l'armée américaine n'a pas réussi à faire. L'armée américaine a subi une de ses premières défaites spectaculaires. Si, aujourd'hui, la Somalie a un avenir, c'est grâce au Kenya et à l'Éthiopie. Ce sont de petits pas, de petits progrès. Je vous donne acte.

En tant qu'Africain, je ne suis pas du tout satisfait de nos organisations, mais je constate qu'elles vont dans le bon sens au lieu de régresser. Notre divergence est peut-être là ; je pondère cela un tout petit peu plus généreusement que vous. Je suis d'accord sur le fait que les taux de croissance ne sont pas très significatifs. Je suis de votre avis, il faut préciser qu'au Sénégal, l'agglomération de Dakar ne fait pas 75 % du PIB, mais c'est quand même plus de 60 %, alors que c'est 75 % pour l'agglomération du Grand Cotonou. Quand nous parlons de PIB, il faut qualifier ce que cela veut dire par tête.

Néanmoins, nous avons de plus en plus d'informations. Tout à l'heure, vous demandiez si nous avons les bons rapports. À côté de moi se trouve la productrice de toutes les informations de gouvernance sur des dizaines d'indicateurs, qui sont des métriques, des instruments de mesure absolument nouveaux.

Regardez les perspectives économiques africaines de la BAD. Nous commençons à avoir des instruments, y compris des instruments de fondations africaines ou d'organismes multilatéraux africains, qui donnent une bonne qualité d'information. Des économistes commencent à nous donner des instruments. Qui plus est, ce sont des économistes africains, dont nous avons besoin pour développer nos modèles qui sont de plus en plus africains.

Surtout, Monsieur Gadio, je suis entièrement d'accord avec ce que vous avez dit sur le terrorisme et sur l'alerte. J'ai les mêmes informations que vous, dont certaines montrent en plus que notre pays, le Bénin, Monsieur le Président de séance, comme le Togo et le Ghana, sera la prochaine cible. Le Califat 2025 ne part pas de Sokoto pour reprendre ses frontières, mais il va vraiment jusqu'à la mer.

Tout à l'heure, on nous a interpellés sur l'océan Indien. En effet, il y a une diagonale du terrorisme, dont nous ne sommes pas exonérés. J'étais à une conférence à Nairobi il y a quinze jours, entouré de cinq gardes du corps. Je me suis dit que cela n'avait aucun sens. Pourtant, quand les shebabs font un coup de main à Nairobi, cela fait 50 morts, et dans les universités, cela en fait 150. Je pense donc que votre alerte est très sous-estimée. Nous n'avons pas les moyens de répondre. Nous sommes infiniment moins riches que les terroristes. Il y a 310 000 hommes dans les forces armées françaises pour un territoire qui représente le tiers du Mali. Au Mali, les hommes en uniforme sont 13 000.

Tout à l'heure, Nathalie a commencé en donnant le nombre de médecins et de lits d'hôpital pour 10 000 habitants. Nous avons le même niveau d'indicateurs en termes de policiers, de gendarmes et de soldats par dizaine de milliers d'habitants. Nous n'en avons pas. On ne tient pas 1,5 million km<sup>2</sup> de territoire avec 13 000 hommes, ce n'est pas possible. Il y a une raison pour laquelle il y a 310 000 hommes, hors police, mais gendarmerie comprise, en République française. C'est impossible et cela recoupe ce que nous disions.

Quand vous dépensez 2 % pour la santé, c'est la même logique qui vous fait dépenser 2 ou 3 % du PIB en temps de guerre pour l'économie militaire, pour la sécurité. Si vous voulez donner de l'aliment à votre thèse que je partage complètement, regardez la note du Fonds monétaire international qui a félicité le Tchad, il y a deux ans, juste avant la pandémie, d'avoir réduit son déficit budgétaire à 0,8 % du PIB alors que ce pays assure la sécurité du nord du Cameroun, de l'ouest du Nigeria, du Niger et du Mali : « Je vous félicite d'avoir suivi nos conseils ». C'est absolument scandaleux ! La France est à 10 ou 9 %.

L'aide publique au développement ne peut pas venir financer l'aide à la sécurité. C'est un verrou à faire sauter ! Nous avons donc des sujets de gouvernance. Que le Fonds monétaire arrête de considérer hors budget la défense des pays en guerre ! C'est inimaginable. Personne ne le dit, disons-le ensemble. C'est un vrai sujet de gouvernance.

C'est la même chose sur l'aide publique au développement. Nous sommes légitimes à recevoir de l'aide de sécurité. Cela demande des moyens électroniques, etc. C'est très important. De plus, on a démantelé beaucoup de nos services publics dans les ajustements structurels des années 1990. Maintenant, on nous dit : « Vous ne contrôlez plus vos territoires, vous n'avez plus de service public dans les deux tiers du Mali. » En fait, on l'a démantelé. C'est vrai aussi des forces de sécurité.

**Robert Dossou**

Monsieur le Premier ministre, nous sommes en dépassement de 45 minutes.

**Lionel Zinsou**

Je voulais apaiser Monsieur le Ministre d'État.

**Robert Dossou**

Il l'est déjà.

**Lionel Zinsou**

Nous sommes, comme l'a dit Aminata, dans un grand mouvement de tolérance.

**Aminata Touré**

Cela se passe entre amis.

**Lionel Zinsou**

Je crois que nous disons la même chose, sauf que je compte les petits pas tandis que vous marchez à grandes enjambées.

**Robert Dossou**

Merci, Monsieur le Premier ministre. Je crois que nous avons terminé. Je suis resté un peu sur ma faim parce que je vais devoir gérer beaucoup de travail pour faire un petit rapport demain.

Est-ce que Monsieur Antil a été satisfait par rapport à ses questions ? Oui. Je remercie Madame Christine Desouches d'avoir évoqué la question de la culture. C'était dans mon papier, mais j'ai voulu gagner du temps.

L'Afrique a fait un pas, mais dans le même temps l'Union africaine ne marche pas comme elle devrait marcher. Il faut parler des petits pas et des grands pas. Merci d'en avoir parlé parce que, dans l'affaire Hissène Habré, par trois fois j'ai failli démissionner. Le président de la commission de l'Union africaine m'a mandaté pour aller au Sénégal trouver un système juridique permettant au Sénégal de juger. Avec d'autres collègues, nous avons trouvé. Ensuite, cela a commencé à zozoter, à faire des zigzags, et nous sommes arrivés au financement. Seuls le Sénégal, le Tchad et la commission de l'Union africaine ont mis de l'argent dans cette affaire.

Le Président de la commission m'a envoyé faire le tour en Amérique et en Europe pour quémander de l'argent pour financer. Finalement, c'est l'extérieur qui a financé ce procès, à l'exception du Sénégal, du Tchad et de la commission de l'Union africaine. Or deux fois par an, ils votaient des résolutions pour que tout le monde finance. C'est anormal et il faut le dire. Merci de l'avoir dit. Depuis la création de l'OUA, des injustices existent et il faut le dire.

Ensuite, nous avons créé une Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples. Au total, depuis la création de la Cour, seulement 10 États sur 57 ont ratifié le protocole de la Cour. Sur les 10 États, quatre ont retiré leur adhésion. Aujourd'hui, cette Cour ne fonctionne que pour six États africains. C'est une honte, ce n'est pas normal et il faut le dire !

Enfin, Kwame Nkrumah avait vu juste, en 1964, au sommet du Caire. Provoquant l'ire de Philibert Tsiranana, Président de Madagascar ; il a dit qu'il fallait créer une armée continentale. Ce que Kwame Nkrumah avait dit a été mis en œuvre avec l'Ecomog. J'étais ministre des Affaires étrangères et, par deux fois de suite, mon président Nicéphore Dieudonné Soglo a été président en exercice de la CEDEAO. J'ai donc eu tous les généraux et ceux qui commandaient l'Ecomog sur le dos. On m'appelait à une, deux ou trois heures du matin. J'appelais Essi Amara en Côte d'Ivoire, j'appelais Moustapha Niasse au Sénégal, nous nous concertions et cela a très bien fonctionné. C'étaient les deux principaux ministres des affaires étrangères que j'appelais.

Pourquoi n'y a-t-il plus d'Ecomog ? Il y a un problème. En effet, il y a eu l'Ecomog grâce surtout au Nigéria. Aujourd'hui, le Nigeria hésite parce qu'il avait beaucoup « banqué », à l'époque. Des cas de ce genre, avec l'inconséquence de nos organisations, existent.

Vous êtes donc d'accord. L'un fait de grands pas pour dénoncer, l'autre de petits pas pour révéler ce qui est positif et nous sommes tous d'accord.

Je voudrais vous remercier tous d'avoir participé à cet atelier et vous rassurer parce que je suis aussi déçu que vous tous que nous n'ayons pas eu le temps de creuser davantage les passionnantes questions que vous avez évoquées.